

RÉUNION MUTATIONS LOCALES

2024

PROPOS LIMINAIRES

Melun, le 2 juillet 2024

Madame La Directrice,

Solidaires Finances Publiques 77 tient à remercier les collègues du service RH pour leur disponibilité et leur écoute lors de l'élaboration du mouvement ainsi que pour l'ensemble des documents fournis.

Nous remercions également le service RH pour l'attention portée aux dossiers signalés par notre organisation syndicale.

Il reste cependant un petit bémol, Solidaires Finances Publiques 77 trouve regrettable que vous ne nous ayez pas adressé les tableaux de classement des demandes par service. Nous sommes très attachés au bon déroulement du mouvement et à sa transparence. Nous n'avons pas de doute quant à votre respect des règles de gestion mais comme vous le savez la confiance n'exclut pas le contrôle.

Concernant le mouvement local, quel triste constat !

Lors de la préparation de cette réunion d'information, nous nous sommes replongés dans nos archives. S'est alors posée la question de notre approche de la réunion. En effet, nous sommes le 2 juillet 2024 et nous pourrions reprendre mot par mot les propos que nous avons tenus lors de la réunion d'information du 6 juillet 2023.

Notamment, l'alerte que Solidaires Finances Publiques 77 vous avait adressée sur la situation des services totalement asphyxiés due aux manques de moyen et la pression incessante des objectifs.

En juillet 2023, la DDFiP 77 misait sur l'arrivée des stagiaires B en avril 2024 pour améliorer la situation des effectifs. Un an plus tard, la situation est toujours dégradée.

Et pour cause, comment ne pas revenir sur les 18 suppressions d'emplois que vous avez entérinées lors du CSAL de janvier 2024 ? Ces 18 suppressions d'emplois que vous appelez relocalisations et estimez inodores, ne demeurent pas moins indolores pour les services.

Maintenant que les mouvements sont sortis, nous y voyons plus clair.

La situation des SIE à la DDFiP 77 est catastrophique. Elle génère mécontentement et inquiétudes chez les agentes et agents.

- Pour le SIE de Meaux, 3 B et 1 C ont été supprimés au 1^{er} janvier auxquels vous ajoutez 3 gels de B et 3 C, tout en laissant un poste de C vacant. Nous sommes alors à une situation de -6 B et - 5 C par rapport au 31/12/23. Le gel des 6 emplois représente 17 % des effectifs (34 emplois) ;
- Pour le SIE de Melun, 4 B ont été supprimés au 1^{er} janvier, 1 poste de C gelé ;
- Pour le SIE de Montereau, 2 C supprimés au 1^{er} janvier, 3 B gelés. Ces 3 emplois gelés (sur 19 restants au 01/09/24) représente 15 % des effectifs.

Quel avenir proposez-vous à ces services ? Certes, désormais la DDFiP 77 s'étendra jusqu'à Carpentras en passant par Verdun, il n'empêche pas moins que les agentes et agents voient fondre leur service devant leurs yeux, ce qui génère de nombreuses interrogations sur l'avenir.

Le Nouveau Réseau de Proximité avait pour vocation de mettre en place de plus grosses structures permettant un meilleur fonctionnement des services mais en réalité, ces grosses structures permettent plus facilement gel et suppressions d'emplois.

La situation des SIP n'est pas en reste.

Particulièrement le SIP de Lagny ainsi que son accueil de proximité de Chelles, 1 emploi B et 7 emplois C sont vacants soit 16 % d'emplois vacants dans le service (49 postes). Sans oublier que vous affectez 5 C stagiaires qui devront être formés avant d'être opérationnels.

Sur les accueils de proximité : comment la DDFiP 77 compte-t-elle organiser la gestion des accueils de proximité de Chelles et de Fontainebleau au 1^{er} septembre ? En effet, il ne restera que 1 B et 2 C à Chelles et seulement 1 C à Fontainebleau au 1^{er} septembre.

Solidaires Finances Publiques 77 porte toujours la demande de mise en place de TAGERFiP sur l'ensemble des antennes permettant l'arrivée de nouveaux agents sur ces antennes et donnant aussi de la visibilité sur le maintien pérenne des accueils.

Après une analyse globale de ce mouvement, nous constatons que les emplois gelés au 1^{er} septembre 2024 se situent dans les mêmes services que les emplois gelés au 1^{er} septembre 2023.

Lors de la réunion du 6 juillet 2023, vous justifiez cette situation par les futures suppressions d'emplois liées à la création de l'antenne de Verdun pour les SIE et la création des SAPF de Mende et Gueret pour les SPFE.

Solidaires Finances Publiques 77 souhaite connaître quelles sont les motivations de la Direction pour cette année.

Pour conclure, et faire le parallèle avec la formation spécialisée du 30 mai dernier, de nombreuses explications se trouvent à travers ce mouvement de mutations locales. L'augmentation du stress des agents, le manque de visibilité, le rythme de changement de la DGFIP jugé trop rapide, son évolution dans le mauvais sens, etc, trouvent leur source dans l'emploi.

En plus des restructurations incessantes, les agentes et agents voient leur service se réduire en raison des suppressions d'emplois ce qui génère une détérioration des conditions de vie au travail, perte de sens dans le travail, inquiétude dans l'avenir, et font augmenter la crainte de ne pas pouvoir faire face à la charge de travail.

Las des restructurations, des suppressions d'emplois, de la dégradation du service public, les agentes et agents ont besoin d'une pause et que l'on redonne du sens à leur travail.

Pour le bien-être des agents et pour la qualité du service public, nous vous demandons d'être attentifs à la situation de l'ensemble des services et de ne mettre aucune pression sur la réalisation des objectifs.

Nous sommes le 2 juillet ; nous serons fixés – dans un avenir très proche – sur les futures orientations pour notre administration par le gouvernement qui sera mis en place, mais Solidaires Finances Publiques 77 ne cessera de défendre le droit des agentes et agents sans discriminations, leurs conditions de travail et le service public.